

*L'Adresse—M. Taylor*

J'ai encore parlé des lacunes du discours du Trône, mais je veux ajouter deux choses avant de conclure. Il n'y a qu'un paragraphe après la faible allusion du gouvernement aux programmes de développement économique des autochtones dans ce discours. Si le gouvernement avait pris le temps de demander aux gens ce qu'il fallait faire pour revigorer l'économie, il n'aurait pas rédigé un discours du Trône comme celui-ci.

Durant la dernière campagne électorale, le gouvernement a promis mer et monde, mais il a à peine réussi à se faire élire avec 43 p. 100 du vote populaire. C'est presque sept points de moins que lors des élections précédentes, quatre ans plus tôt. Le gouvernement n'avait pas reçu de mandat précis, mais le public avait de grandes attentes. Les gens qui ont voté conservateur voulaient un gouvernement qui s'occuperait de ceux qui luttaient en vain contre une économie incontrôlable. Ils ont été déçus.

Pour les membres élus de la Chambre des communes, notamment les députés de l'Ouest, qui n'ont pas pu demander au gouvernement de rendre compte de ses activités au cours des trois derniers mois, de nombreuses questions restent sans réponse et l'économie continue de faire des ravages chez les Canadiens ordinaires.

Le discours du Trône, par lequel le gouvernement est censé donner l'orientation du pays pour l'année qui vient, ne répond pas aux problèmes que j'ai constatés en parcourant ma circonscription et en parlant à mes électeurs de leurs préoccupations. Mes collègues m'ont également fait part des inquiétudes de leurs électeurs durant ces trois mois.

Pendant le congé, les gens se sont plaints des taux d'intérêt élevés, ainsi que des programmes agricoles mal conçus et mal administrés comme l'actuel programme d'aide aux agriculteurs frappés par la sécheresse.

La réforme fiscale est non seulement plus compliquée, mais elle semble aussi nous coûter de l'argent. Ce dont j'ai le plus entendu parler, à l'exception peut-être des taux d'intérêt, c'est de la décision du ministre d'État (Céréales) (M. Mayer) de cesser de faire relever l'avoine destiné à l'exportation de la compétence de la Commission canadienne du blé.

Les agriculteurs canadiens n'ont pas mandaté le gouvernement pour toucher à un seul de ces programmes gouvernementaux, à plus forte raison à celui qui garantit la vente de leur produit. Les agriculteurs de l'Ouest ont protesté à cor et à cri contre cette décision, mais le gouvernement fait la sourde oreille. Peut-être a-t-il de la paille entre les oreilles, madame la Présidente. Quoi qu'il en soit, le gouvernement n'a pas entendu, écouté ni compris ces voix venant des Prairies, tout comme il n'a

pas entendu ou il a décidé d'ignorer les supplications des Canadiens avant de signer l'Accord de libre-échange.

La dernière fois que j'étais à la Chambre, c'est durant la semaine qui a précédé Noël; j'ai parlé du projet de loi de mise en oeuvre du libre-échange. Je ne me suis jamais senti aussi mal de ma vie car pendant que j'exprimais les opinions de mes électeurs, les députés ministériels parlaient et hurlaient et m'interrompaient sans cesse. Ils ont agi de la même façon pour tous les discours des députés de l'opposition. Ils ont refusé d'écouter, madame la Présidente, et ils refusent à nouveau d'écouter maintenant. Les Canadiens, et surtout les citoyens de l'ouest du Canada que je représente, veulent des taux d'intérêt plus bas, des programmes bien administrés, une plus grande justice en matière d'impôt sur le revenu ainsi que des offices de commercialisation suffisamment forts pour soutenir et édifier une économie rurale. C'est exactement le contraire qui se produit depuis trois mois et à quoi faut-il s'attendre? Que voit-on lorsqu'on examine le discours du Trône? Beaucoup de belles paroles, des mots qui n'ont pas beaucoup de signification, un plan d'avenir qui se distingue par l'absence de détails et d'informations. Comment puis-je planifier mon travail de la session avec un tel document?

Je m'inquiète de la crise que traverse l'agriculture. Je m'inquiète parce que la survie de toutes les collectivités de ma circonscription est directement liée à la prospérité du secteur agricole. En lisant le discours du Trône, il m'est impossible de voir quels sont les plans d'avenir du gouvernement. Dans tout le document, il n'y a qu'une seule référence à l'agriculture. Le mot même «agriculture» n'y est mentionné qu'une seule fois. C'est inconcevable. Un secteur aussi important que l'agriculture traverse une crise majeure et dans tout son plan d'action, le gouvernement n'y fait qu'une seule référence et encore, reste-t-il très superficiel.

**Une voix:** C'est honteux!

**M. Taylor:** Et que dit-on de l'agriculture, madame la Présidente? On dit que les marchés internationaux sont perturbés. Je reconnais que le problème a des sources internationales et que le gouvernement doit rester vigilant. Il doit être prêt à lutter pour les Canadiens sur la scène internationale, mais il doit aussi épauler nos producteurs ici même, au Canada. Nous ne pouvons pas abandonner nos agriculteurs pendant que nous parcourons le monde pour livrer une guerre étrangère. C'est pourtant ce que semble faire le gouvernement.

• (1640)

Jusqu'à maintenant, j'ai parlé de ce qui manque dans le discours du Trône.

Avant de conclure, je veux aborder deux autres points. Dans le paragraphe qui suit la vague allusion aux perspectives de développement économique des autochtones, on dit que le gouvernement poursuivra la privatisation des